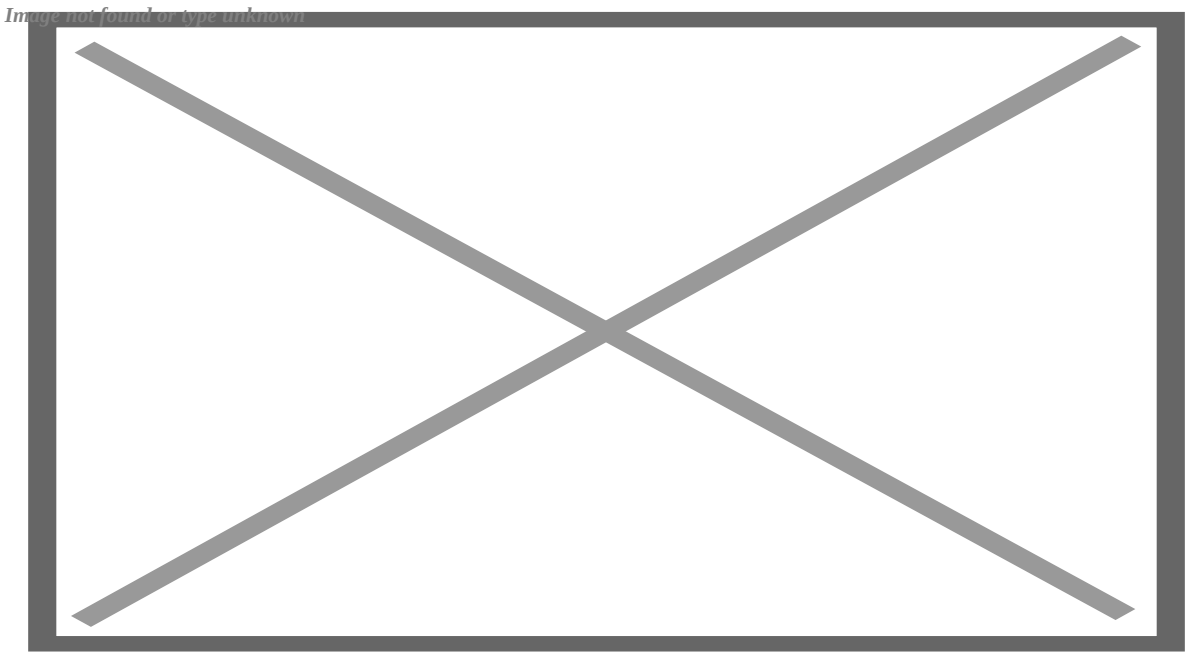
Manifestations contre le nouveau gouvernement du Pérou : le bilan de morts s’élève à 15



La Havane, 16 déc. (RHC)- Le bilan des manifestations contre le nouveau gouvernement péruvien s'est alourdi à 15 morts, dont 7 ont été tués jeudi lors d'une opération militaire contre l'occupation de l'aéroport de la ville andine de Hamanga.

Les décès ont été confirmés mais non identifiés par le département de la santé de Huamanga, dans la région d'Ayacucho, et la traînée de sang compte 52 blessés.

Selon des témoins, les sept personnes tuées ont été abattues par des soldats pendant et après un raid civil sur l'aéroport de la ville.

La police et les forces armées chargent brutalement les manifestations exigeant le départ de Dina Boluarte, la présidente intérimaire, la dissolution du Congrès, l’installation d’une assemblée constituante et le rétablissement de Pedro Castillo à la présidence.

Dans la journée, des groupes de manifestants ont également tenté d'investir l'aéroport d'Arequipa, deuxième ville du pays, et des tentatives similaires ont été enregistrées dans les terminaux de Juliaca, dans la région de Puno, d'Andahuaylas, dans la région d'Apurímac, et de Cusco, capitale de la région du même nom.

Par ailleurs, Juan Carlos Checkley, juge de la Cour suprême a ordonné jeudi 18 mois de prison pour l'ancien président péruvien Pedro Castillo, accusé de rébellion ou de conspiration, d'abus d'autorité et d'atteinte à la tranquillité publique, pour avoir tenté un coup d'État.

Le magistrat a estimé que l'allégation du procureur concernant le danger de fuite était fondée.

Pedro Castillo qui s’est dit victime d’injustices, de mauvais traitements et d’abus, était représenté par un avocat de la défense publique apparemment peu familier de la question et désigné hier pour prendre en charge la session, convoquée alors que sa détention provisoire de sept jours suite à son arrestation était sur le point d'expirer.

L'ancien président a commenté sur le réseau social Twitter, peu avant la décision de justice, que "la visite de l'ambassadrice des États-Unis (Lisa Kenna) au Palais du gouvernement n'était pas gratuite, ni en faveur du pays".

La récente visite, au milieu de grandes manifestations contre le changement de gouvernement, était un geste de soutien au nouvel exécutif de la présidente Dina Boluarte et, selon Castillo, "devait donner l'ordre de faire sortir les troupes dans les rues et de massacrer le peuple sans défense".

Il a également ajouté qu'il s'agissait de "dégager la voie pour les opérations minières", et il était certain que la presse nierait cette affirmation.

En revanche, le juge n'a pas accepté la demande de 18 mois de détention préventive pour l'ancien Premier ministre de Castillo, Anibal Torres, qui fait l'objet d'une enquête en tant que co-auteur présumé du crime de rébellion.

Le magistrat lui a accordé une libération conditionnelle parce que sa situation ne répond pas aux exigences de la détention provisoire, ainsi qu'en raison de ses problèmes de santé.

En conséquence, Anibal Torres ne pourra pas quitter Lima sans autorisation judiciaire, il devra se présenter périodiquement devant les autorités judiciaires pour prouver sa présence dans la ville et sera soumis à d'autres restrictions.

L'avocat d’Anibal Torres, Duberlí Rodriguez, ancien président de la Cour suprême et éminent universitaire, a fait valoir que son client ne peut être accusé de rébellion, le principal chef d'accusation retenu contre lui, car ce crime nécessite l'utilisation d'armes et une action collective, ce qui ne s'est pas produit.

Source: Prensa Latina

---

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/308141-manifestations-contre-le-nouveau-gouvernement-du-perou-le-bilan-de-morts-seleve-a-15

Radio Habana Cuba